20 25 0 0 2 2

ARRETE PORTANT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT

La Blanchais

Raymond Berthelot, Adjoint Délégué de la commune de VIGNOC,

- -Vu la demande du 18/03/2025 de l'entreprise OUEST TP de modification de la circulation de la route de Vignoc, pour le renouvellement de canalisation d'eau potable pour CEBR.
- Vu les articles L.131-2, L 131-3, L 131-4 et L 184-13 du Code des Communes ;
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière ensemble les textes qui l'ont modifié et complété,
- Considérant qu'il est nécessaire de
 - Garantir le bon déroulement des travaux.
 - Garantir le respect des conditions de sécurité,

ARRETE

Article 1er : Le lieudit La Blanchais sera barré. La circulation automobile sera interdite sauf riverains.

<u>Article 2</u>: La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescriptions - sera mise en place par l'entreprise

OUEST TP

Article 3 : Les dispositions définies par l'article 1er prendront effet le jour de la mise en place de la

signalisation prévue à l'article 1 ci-dessus, soit le 12/05/2025 pour 30 jours calendaires.

Article 4 : Pour tous travaux, l'entreprise devra se référer au règlement de voirie communale

https://vignoc.fr/wp-content/uploads/2022/09/Reglement-voirie-1-2.pdf.

Avant tout commencement de travaux, une réunion préalable devra être fixée avec l'adjoint délégué et le service technique de VIGNOC (P BARBIER, responsable des

services techniques - tél : 07 50 56 56 27).

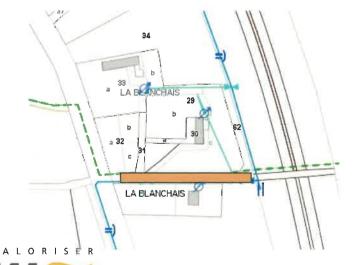
Article 5: Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux

lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 7: Le Maire de VIGNOC et par délégation l'Adjoint délégué seront chargés de l'exécution du

présent arrêté.



Fait à Vignoc, Le 18/03/2025

> L'adjoint délégué, M R BERTHELOT





Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

